



MOTION DEPOSEE AU C.T.P.L. DU 08/12/2008

Les organisations syndicales dénoncent les mauvaises conditions dans lesquelles le dialogue social est organisé à la D.G.F.I.P. sur la mise en œuvre de la réforme imposée par le Ministre.

Au cours des dernières semaines, elles ont maintes fois alerté l'administration sur les conséquences dommageables de cette attitude.

A aucun moment l'administration n'a voulu entendre les représentants des personnels sur les revendications portant notamment sur :

- l'emploi ;
- les missions et le maillage du service public ;
- les conditions de vie au travail ;
- l'organisation du travail ;
- les droits et garanties des agents.

Un débat sur ces revendications est essentiel dans une période où se dessine dans le détail et pour des années l'organisation du travail de 130 000 agents.

Le Directeur Général ne respecte pas ses propres engagements pris dès le mois de juin dans la circulaire de mise en œuvre des S.I.P. comme par exemple : dresser un bilan contradictoire du fonctionnement des sites préfigureurs avant la fin 2008 mais aussi pour garantir un dialogue social de qualité !

Les organisations syndicales exigent un dialogue social de qualité qui ne soit pas conditionné par les impératifs politiques du Ministre.

Cette précipitation est des plus néfastes pour l'accomplissement des missions et totalement contradictoire avec le leitmotiv officiel de la réforme : un meilleur service public !

Les agents et les organisations syndicales n'ont pas été demandeurs de toutes ces réformes. Nous dénonçons la précipitation et l'improvisation de l'application de cette réforme dans le département avec l'ouverture du S.I.P. de Fougères.

Les conditions d'un véritable dialogue social n'ayant jamais été réunies, l'ensemble des organisations syndicales décide de boycotter ce C.T.P.L.